

## Débat citoyen : Réductions

Par Inf'OGM Guy Ruiz

Publié le 01/09/2000

Le Gouvernement, par la voix de sa Secrétaire d'Etat chargée de la consommation, Marylise Lebranchu, a décidé de faire débattre les Français au cours de 60 rencontres « citoyennes » dans les 2 prochains mois. En soi, le débat n'est jamais négatif. Encore faut-il savoir de quoi l'on débat, et dans quel but... et remettre à sa juste place l'enjeu dudit débat. Il s'agirait d'inviter les Français à un exercice de « démocratie participative locale » sur le thème des Ogm. Projet ambitieux dont les modalités semblent bien en dessous des intentions affichées.

La mise en place de ces rencontres a été confiée à trois organisations de consommateurs. Voici donc une première réduction : tout le problème se réduirait donc à cette question « en avoir (dans l'assiette) ou pas »...

Le débat se réduit à un trio Citoyen-Expert-Gouvernement. Que les citoyens puissent prendre appui sur des associations ou autres groupements élaborant une réflexion sur les Ogm et qu'ils puissent amener au débat leurs acquis, voilà qui est encore évacué.

Les documents vidéo présentés n'ouvrent pas le champ, mais le referment sur une seule optique (après un passage rapide sur les risques alimentaires et environnementaux) : les Ogm sont du domaine de la recherche. Encore une réduction.

Les « experts » chargés de répondre aux interrogations du citoyen sont issus de sérails bien déterminés : celui de la recherche (Inra) et celui de la législation (Direction de la Répression des Fraudes). Encore une fois le débat réduit à la recherche et à l'assiette...

La finalité de ces débats ? Il n'est certes pas de permettre aux citoyens de décider eux-mêmes, mais d'offrir de la matière au Gouvernement en vue des Etats Généraux de l'Alimentation. Il s'agit donc d'une nouvelle Conférence des citoyens, certes décentralisée, mais sans prise sur la réalité. Finalement nous sommes bien loin de la « démocratie participative locale » prônée... Tout cela est bien local, et il y a des participants, mais où est la démocratie...

Une « démocratie participative locale » ne passerait-elle pas - c'est une simple illustration, bien sûr ! - par la mise en place de référendums locaux sur les expérimentations en champs de plantes transgéniques dans les communes concernées ? Tous les sondages ne montrent-ils pas assez clairement les interrogations sur l'utilité et l'intérêt des OGM ?